

Ciments Lafarge: grève contre la décision de fermeture du site de Frangay dans l'Yonne,

contre la menace d'autres fermetures et le démantèlement de cette industrie.

Le groupe Lafarge, 1er producteur de matériaux de construction, c'est 76.000 salariés dans le monde, 8.000 en France dont 1.500 dans 11 cimenteries, c'est 16,2 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2010. "La croissance mondiale du ciment est en plein essor" explique la direction dans ses documents internes mais l'objectif 2011 est de baisser les coûts de 200 millions d'euros. La direction investit dans les pays à bas coût, en Asie, au Moyen Orient. Elle a racheté le groupe égyptien Orascom Cement pour 14 milliards d'euros.

Les salariés qui manifestaient devant le siège de l'entreprise ont été matraqués par les CRS, un délégué du CE blessé à la tête a été hospitalisé. La mobilisation se renforce, la grève reconductible, s'organise dans les 11 cimenteries du groupe à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CFTC.

Jura: aux fonderies Manzoni Bouchot, grève contre les suppressions d'emplois

80% des salariés sont en lutte contre la suppression de 200 emplois sur les 400 que compte l'entreprise.

Cet équipementier automobile est sous-traitant de Peugeot (60%) et Renault (35%). Le fonds financier Suisse Leman Capital actionnaire principal a décidé, malgré un carnet de commandes bien rempli, d'aller exploiter d'autres salariés à l'étranger. Silence de la part de Peugeot et Renault. Et pour cause! Ils pratiquent la même stratégie dans un seul but: le profit maximum. C'est ainsi que Peugeot veut délo-

caliser la fabrication des amortisseurs avec pour conséquence la suppression de 600 emplois.

Les salariés de Manzoni Bouchot, après un récent et puissant mouvement de grève contre la dégradation des conditions de travail ont repris le chemin de la lutte, seul moyen de faire reculer l'actionnaire.

Communistes les soutient et estime que l'industrie automobile doit appartenir à la nation.

A la SNCF: 16 juin à 13h. à Paris,

Manifestation nationale des cheminots et retraités à l'appel de la CGT, de l'UNSA, de Sud rail et de la CFDT, contre l'ouverture à la concurrence des TER, le démantèlement de la SNCF, les suppressions massives d'emplois et la dégradation des conditions de travail, le recul du statut.

Depuis l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire à la concurrence la situation n'a cessé de se dégrader. En moins de 10 ans plus de 22.000 emplois ont été supprimés, la qualité du service rendu n'a cessé de reculer et les conditions de travail des cheminots se sont aggravées.

Il est urgent de stopper ce processus.

A Blainville (Calvados) chez Renault-Trucks: action pour les salaires

A l'appel de la CGT et de SUD 250 salariés ont fait un premier arrêt de travail de 1 h. le 31 mai. Ils demandent qu'une nouvelle négociation s'ouvre sur les salaires face à l'augmentation des prix. En février dernier, les syndicats avaient obtenu que cette nouvelle négociation aurait lieu si la hausse des prix était supérieure à 2%. ce qui est le cas aujourd'hui. Suite à cette première action des salariés, la direction du site a convenu de transmettre à la direction générale du groupe la revendication des salariés. **Des discussions avec l'ensemble des**

syndicats CGT du groupe auront lieu le 16 juin pour examiner les suites à donner au mouvement.

Carrefour Market la lutte continue

Après la journée d'action du 14 mai **les salariés des 600 Carrefour Market ont débrayé** vendredi et samedi à l'appel de la CGT (la CFDT n'a pas appelé). La direction leur offre 2 à 2,5% au 1er juillet et des titres de restaurant de 4 euros pour les salariés de plus de 2 ans d'ancienneté, alors que l'on sait que le SMIC sera augmenté de seulement 2% au 1er Juillet. La CGT demande 5%. **Tant que la direction n'ouvrira pas les négociations, les arrêts de travail continueront.**

A la Poste dans l'Indre: contre la répression antisyndicale

De nombreuses actions ont lieu pour le maintien du service public, contre les fermetures de bureaux de poste contre les suppressions d'emplois, pour les revendications des postiers. Les militants CGT animent ces actions. La direction de la Poste et tous ceux qui soutiennent ces orientations ne supportent pas que la CGT et ses militants s'y opposent. Harcèlement moral, discrimination syndicale, sanctions, intimidations se multiplient pour tenter de stopper l'action. C'est ainsi que Gilles Cazy, contrôleur à Ardentes et militant CGT est mis à l'index. Depuis le 9 mai il s'est vu retiré de son service et muté d'office, au motif fallacieux invoqué par sa directrice de "harcèlement moral"! Les serveurs du capitalisme ne manquent pas d'idées pour tenter de faire taire les salariés. Mais c'est raté, la lutte continue.

Communistes apporte tout son soutien à Gilles et à tous les militants sanctionnés et demande la renationalisation de la Poste et des Télécoms